



OBSERVATOIRE
NATIONAL DE
L'EXTRÊME DROITE

NOTE DE L'ONED

L'affaire Quentin Deranque, un tapis rouge pour l'extrême droite

Aurélien Boudon
Laurence De Cock
Sophie Djigo
Emmanuelle Hermouet
Thomas Portes
François Vermorel

02/03/2026

oned-fr.org

Analyse sur les effets du
meurtre de Quentin Deranque

En tant qu'observatoire de l'extrême droite, il nous revenait de fournir une analyse sur les effets du meurtre de Quentin Deranque, battu à mort par des militants antifascistes. L'idée est ici d'interroger les assises de l'extrême droite lyonnaise comme élément de contexte de cette violence en tout point détestable ; mais aussi d'observer ce que cette séquence a produit en termes de légitimation toujours plus rapide des idées d'extrême droite et désormais des groupuscules d'ultra droite afférents.



TABLE DES MATIÈRES

1	Retour sur l'emballlement médiatique.....	3
2	Comment les mensonges se fissurent	4
3	Le contexte particulier de Lyon, capitale de la violence politique	5
5	L'extrême droite tue partout	9
6	Chemises brunes dans la ville	10
7	Pour une vigilance antifasciste.....	11

L'affaire Quentin Deranque, un tapis rouge pour l'extrême droite

Le jeudi 12 février, un militant d'extrême droite, impliqué dans les mouvements fascistes lyonnais, Quentin Deranque, est roué de coups par des militants antifascistes alors qu'il git inconscient à terre. Il décède 48 heures plus tard. L'agression est immédiatement relayée par Némésis, un collectif fémonationaliste – c'est à dire regroupant des femmes d'extrême droite prétendument féministes, présent quelques mètres plus loin devant l'Institut d'études politiques (IEP) de Lyon pour protester contre la tenue d'une conférence par l'eurodéputée Rima Hassan. Très vite, l'ensemble des médias et réseaux sociaux s'emparent de l'information, fustigent l'antifascisme dans son ensemble, et un hommage est rendu à Quentin Deranque à l'Assemblée nationale par une minute de silence le 17 février. Du jamais vu : un militant d'extrême droite honoré officiellement par la nation. Comment en est-on arrivés-là ?

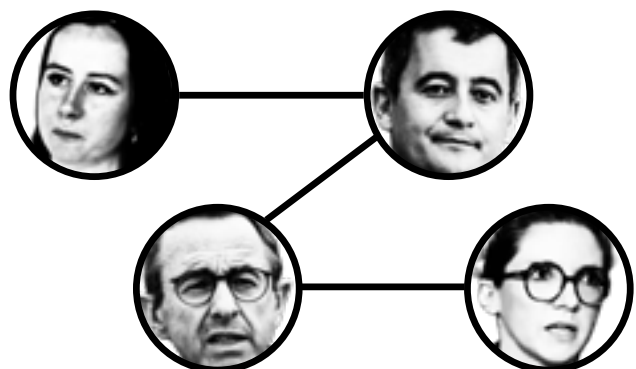
1 RETOUR SUR L'EMBALLEMENT MÉDIATIQUE

Alice Cordier, porte-parole de Nemesis, annonce la première qu'un homme qu'elle désigne comme membre de son service de sécurité se trouve entre la vie et la mort. Elle postera onze messages ce jour-là, très largement relayés sur les réseaux par des personnalités d'extrême droite. **Dans un premier temps, l'information n'est reprise que sur des sites d'extrême droite et dans les médias de la sphère Bolloré.** Des sources policières confirment dans l'après-midi la prise en charge d'un homme grièvement blessé la veille au soir. La presse nationale s'en fait alors l'écho.

Une version unique des faits s'écrit. Celui qu'on n'appelle plus que "le jeune Quentin" a été victime d'un guet-apens. Des dizaines d'agresseurs l'ont surpris alors qu'il repartait

isolé et l'ont lynché, le laissant pour mort.

Dès le 15 février, Monsieur Darmanin, alors qu'il est l'invité du Grand Jury de RTL, affirme : "Quentin D. a été « manifestement tué par l'ultragauche ». le 17 février, **Bruno Retailleau, sur les réseaux sociaux, lui emboîte le pas, déclarant que « Quentin est mort parce qu'il a défendu des jeunes filles contre des hyper violents ».** Quant à Philippe De Villiers, il félicite publiquement



Némésis sur le plateau de CNEWS affirmant que "Alice Cordier et ses amies incarnent le véritable courage français". La ministre Aurore Bergé va même jusqu'à utiliser l'expression de Charles Maurras, l'« Anti-France » qui désignait les ennemis de l'intérieur...

Cette banalisation et légitimation des idées de l'extrême droite n'est pas une nouveauté. Depuis plusieurs années, nous assistons à un alignement idéologique qui s'étend d'une partie d'une certaine « gauche » (Manuel Valls) à LR, en passant par la Macronie. Alors ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau n'avait pas hésité non plus à faire sienne l'expression de la presse antisémite de l'entre-deux

guerres « Français de papier », ni à glorifier les « belles heures » de la colonisation. Le 19 février, sur le plateau de BFM, Martine Vassal (LR) s'est revendiquée sans sourciller des valeurs pétainistes ("Travail, Famille, Patrie"). Quant à Emmanuel Macron, on se souvient entre autres exemples de son hommage au « grand soldat » Pétain.

Avec le meurtre de Quentin Deranque, on franchit toutefois un palier. La gauche, et surtout La France Insoumise alliée à la Jeune Garde, est sommée en permanence de se justifier. L'entreprise de criminalisation de l'antifascisme est lancée¹ et résonne jusque dans l'hémicycle.

2 COMMENT LES MENSONGES SE FISSURENT

Il semblerait que cette mécanique du récit imposé par l'extrême droite soit désormais bien huilée. **À Crépol, en novembre 2023, le meurtre du jeune Thomas avait provoqué la même onde de choc : le jour même, l'extrême droite avait parlé de « crime antiblanc » et le récit avait nourri en continu les chaînes d'infos pressées de se gargariser du risque de guerre**

civile. On sait pourtant aujourd'hui que la mort du jeune homme est le produit d'une bagarre qui a dégénéré.

Le meurtre de Quentin Deranque ne semble pas non plus répondre au récit de Némésis et de ses alliés. Le 16 février, des images du média indépendant Contre-Attaque puis du Canard enchaîné, révèlent un autre scénario. Si l'enchaînement précis reste confus, la thèse du guet-apens contre une personne isolée ne tient plus. Ces images montrent plutôt un groupe d'hommes masqués, uniformément habillés de noir et porteurs de plusieurs armes (bombes lacrymogènes) ou armes par destination (béquille, torche fumigène,



1 Jérémie Younes, Antifascisme et LFI : les médias brutalisent le débat public, Acrimed

bâtons...) s'en prendre en nombre supérieur à des antifascistes. On sait également que Quentin Deranque appartenait au groupuscule Les Allobroges, situé à Bourgoin-Jallieu (38), qui entretient des accointances avec tout ce que la région compte de groupuscules néofascistes. À ce jour, les investigations n'ont pour le moment pas visé les membres du groupe masqué filmé dont certains ont pourtant témoigné auprès de plusieurs médias.

Le journaliste Thomas Lemahieu révèle à son tour le 22 février, dans *l'Humanité*, les modalités d'action de Némésis. **Les jeunes femmes proposent explicitement de « faire l'appât » tandis que les nervis viendraient faire le coup de poing.** Dans la boucle Telegram analysée pour l'enquête, on trouve par exemple Calixte Guy, dirigeant du groupe Audace Lyon qui se réclame du nationalisme révolutionnaire.

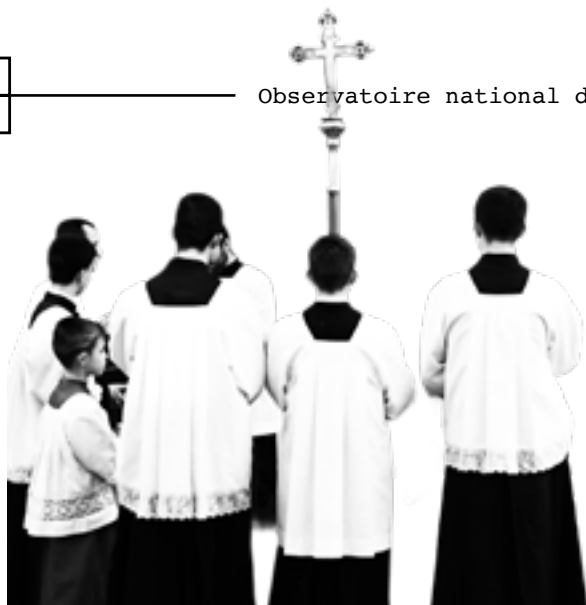
Le collectif Némésis s'est spécialisé dans les actions d'agit-prop, tout particulièrement lors des événements de gauche. Ainsi, il a fait de la perturbation des manifestations féministes du 8 mars et du 25 novembre un passage obligé de son calendrier annuel. Ces actions, souvent extrêmement brèves, s'effectuent régulièrement sous la protection de groupes exclusivement masculins. Censés "assurer la sécurité". La mission devient alors prétexte à la bagarre.

Le scénario est désormais bien connu et se reproduit depuis plusieurs années. Les responsables politiques et les médias ne peuvent donc pas l'ignorer. S'ils choisissent alors d'attaquer la gauche et d'inviter Alice Cordier à dérouler calmement ses messages en plateau, c'est en connaissance de cause.

3 LE CONTEXTE PARTICULIER DE LYON, CAPITALE DE LA VIOLENCE POLITIQUE

La situation lyonnaise est pourtant documentée depuis longtemps. **Depuis de très nombreuses années la capitale des Gaules traîne la réputation d'être le berceau des groupes identitaires néonazis et fascistes comme le soulignait en 2019 un rapport du service central des renseignements territoriaux.** Si l'implantation des groupuscules date des années 2010, notamment dans le centre du vieux Lyon, les liens entre la ville et l'extrême

droite sont plus anciens. On en trouve des traces dans l'histoire politique, religieuse, et même universitaire. C'est à Lyon, le 22 mars 1998, que pour la première fois de l'histoire du pays, la droite, par l'intermédiaire de Charles Millon, scelle un accord avec le Front National du Bruno Gollnisch lors de l'entre-deux-tours des élections régionales. On parle alors de « Vendredi noir ». Une alliance qui laissera des traces et fera office



d'exemple pour de nombreux responsables politiques dans le pays. De même, un hommage religieux à Quentin Deranque s'est tenue dans l'église Saint-Georges située dans le cinquième arrondissement. Un choix qui ne doit rien au hasard car on y pratique un catholicisme intégriste depuis au moins 2007 : messe en Latin, prêtre dos au public. L'église appartient à la Fraternité saint-Pierre, principale propriétaire foncier du cinquième arrondissement. Au plus haut de la mobilisation de la Manif pour Tous, elle s'affichait en tête de cortège avec les militants identitaires. Enfin, l'université de Lyon III charrie une longue histoire de connivence avec l'extrême droite. C'est dans cette université que sera validée en 1985 la première thèse négationniste de l'Université française par Jean-Paul Allard, professeur d'allemand. On y trouvera également comme enseignant Bruno Gollnisch, Jean Plantin, éditeur négationniste ou encore Bruno Nottin, universitaire et négationniste. Toutes ces personnalités

ont comme point commun d'appartenir à un groupe nommé GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne) qui vise à faire avancer les idées d'extrême droite en dehors du champ politique. **C'est dans la poursuite de cette tradition idéologique universitaire lyonnaise que Marion Maréchal a installé son école de formation (ISSEP) dans la préfecture du Rhône.**

Le contexte idéologique lyonnais est ainsi favorable à l'implantation de groupuscules d'extrême droite radicale dont le nombre augmente à partir de 2010. En quelques années, une constellation prend forme avec ses lieux de sociabilité. **Le 29 mai 2010 s'ouvre**

le Bunker Korps Lyon qui, sous couvert de diffusion de matchs de foot, organise la promotion de l'idéologie « White Power » et appelle à la « guerre raciale ». En 2010, les Identitaires, qui deviendront Génération identitaire, ouvrent le restaurant la Traboule. En 2014, le Parti nationaliste français ouvre le bar la Maison bleue. En 2015, l'Action française s'implante au 11 rue Adélaïde Perrin. En 2016, le GUD (Groupe union défense) ouvre un magasin de vêtements puis un salon de tatouage. **Le 1^{er} octobre 2016 c'est l'apogée, le GUD installe son quartier**

général rue des Forges en ouvrant le Pavillon Noir. Enfin, en 2017, les Identitaires ouvrent une **salle de boxe à côté de leur local La Traboule, Montée du Change.** En sept ans, sur quelques



centaines de mètres et sur un périmètre de quatre mille habitants, sept locaux d'extrême droite se sont ouverts. Pour les riverains, c'est un véritable traumatisme. Ces lieux, au service

d'une idéologie de haine, servent de point de départ pour mener des actions violentes et des expéditions punitives contre des militants de gauche.

4 LA VIOLENCE EST CONSUBSTANTIELLE AU PROJET DE L'EXTRÊME DROITE

Rejeter la violence politique sur la gauche antifasciste relève de la stratégie d'« innocence persécutrice » décrite par l'essayiste viennois Karl Kraus dans les années 1930, c'est à dire pratiquant **l'inversion permanente en positionnant l'extrême droite et les militants néonazis en victimes de l'autodéfense antifasciste**. Cette confusion volontaire brouille la lecture des événements qui ont eu lieu à Lyon.

En effet, le projet politique de l'extrême droite, en particulier de la mouvance nationaliste-révolutionnaire dont Quentin Deranque était proche, accorde une place centrale à la violence, non pas seulement en tant que moyen d'action politique, mais aussi comme fin en soi. **Ce projet vise à établir une nation définie par une pureté ethnique fantasmée, qui ne peut s'obtenir que par l'élimination des catégories de personnes désignées comme « étrangères » au groupe national et, de ce fait, à les exclure par des procédés aussi violents que la « remigration », la déchéance de nationalité, la dissuasion par l'agression ou le nettoyage**

ethnique. Il ne faut donc pas s'y méprendre : la réappropriation des termes historiquement de gauche comme celui « d'autodéfense populaire » par ces groupes d'extrême droite constitue une tactique de dissimulation, sous le vernis moral de la légitime défense, des exactions consubstantielles au projet fasciste : ratonnades, agressions islamophobes et homophobes, meurtres racistes ; – et aussi, sur un autre terrain : viols et agressions sexuelles.

Dans la culture politique de l'extrême droite, la violence est partout : il y règne un culte viriliste de l'affrontement et une fascination pour les armes, au point qu'une candidate RN à la municipalité de Roubaix a lancé sa campagne par des vidéos la montrant à l'œuvre dans un club de tir, pistolet au poing². Ce goût de la violence est cultivé à travers un profond rapport à l'histoire militaire nationale et, plus généralement, à la guerre. La guerre imprègne autant les principaux modèles économiques d'extrême droite, appelant à un capitalisme national nourri par l'industrie de l'armement,



² Bruno Renoul, « Quand la future candidate du RN à Roubaix « chille » avec l'arme au poing », *La Voix du Nord*

que l'imaginaire des « soldats » Blancs que les nationalistes enjoignent à « répondre présent » dans la série des hommages rendus à Quentin Deranque. **Ce rite néonazi constitue un héritage des célébrations du putsch raté de la brasserie de Munich en 1923**, lorsque seize partisans nazis avaient trouvé la mort – un épisode que le régime hitlérien s'est mis à honorer de façon systématique en bâtissant le temple Ehrentempel rassemblant les sarcophages de huit des militants hitlériens morts en « martyrs », gravés de la mention « Présents » répétée lors des cérémonies commémoratives³.

Cette culture guerrière se retrouve dans la pratique des sports de combat, les camps d'entraînement organisés par les clubs d'extrême droite que Quentin Deranque fréquentait, comme l'Activ Club Dauphiné. De nombreuses figures de la mouvance nationaliste-révolutionnaire proviennent d'ailleurs de l'armée, comme Loïk Le Priol, responsable du meurtre raciste du rugbyman Federico Aramburu en 2022 ou Marc de Cacqueray-Valménier, parti se former au combat en 2020 dans la guerre au Haut-Karabagh aux côtés des Forces armées arméniennes avant de devenir agent de sécurité privée pour Vincent Bolloré.

Elle s'incarne aussi dans les tactiques de rue. Les forces politiques néofascistes savent d'expérience que la violence de rue tourne le plus souvent à l'avantage de l'extrême droite dans une partie de l'opinion publique chauffée à blanc par les récits sur l'insécurité. Comme le rappelle l'historienne

Laurie Marhoefer, cela a fonctionné en 1938 en Allemagne : « La dictature devient désirable. Le fait que les nazis eux-mêmes attisaient la violence semblait ne pas compter ⁴ ». Ainsi, les menées violentes de l'extrême droite groupusculaire participent de la stratégie de conquête du pouvoir de l'extrême droite parlementaire, les seconds étant en collusion avec les premiers⁵.

Ce goût de la violence consubstantielle à



l'extrême droite se révèle encore dans sa propension à fabriquer ses martyrs, considérés sous le prisme de héros morts au combat, morts en soldats sur un champ de bataille imaginaire : Horst Wessel, SA tué à Berlin en 1930, François Duprat, assassiné dans des circonstances obscures en 1978, Sébastien Deyzieu, mort d'une chute lors d'une poursuite policière en 1994, érigé en martyr par le groupe néonazi du Comité du 9 Mai. Vouloir faire de Quentin Deranque un martyr permet de positionner les néonazis comme des groupes opprimés, persécutés et victimes de la violence de l'Etat ou de la gauche.

Aligner la violence de l'extrême droite, qui se

³ Voir le fil documenté sur Bluesky en cliquant sur ce lien.

⁴ Laurie Marhoefer, Comment protester contre les néonazis ? Les leçons de l'histoire allemande

⁵ Florent Le Du, Identitaires, néonazis, pétainistes... Le RN se fournit toujours en cadres et en militants chez l'ultradroite

caractérise comme une finalité politique et par sa nature agressive, islamophobe, homophobe, sexiste et raciste, avec l'autodéfense populaire historiquement portée par la gauche ouvrière et les opposants antifascistes constitue à la fois une complète confusion conceptuelle et une grave erreur historique. Alors que l'horizon politique de l'antifascisme est celui d'une égalité radicale, d'une société assurant la paix à l'ensemble de ses membres sans distinctions de race, de genre ni de classe, la

finalité politique de l'extrême droite reste le maintien des inégalités et des hiérarchies par la violence et l'exercice de la terreur pour conserver des privilèges suprémacistes.

L'autodéfense antifasciste a une histoire : celle de la Résistance en France, celles des solidarités en lutte contre le franquisme, celle des mouvements pluriels qui se sont battus pour libérer les villes de l'Italie du Nord.

5 L'EXTRÊME DROITE TUE PARTOUT

Les différentes études menées sur la violence politique en France indiquent que l'extrême droite a tué dix fois plus que l'extrême gauche ces quarante dernières années. En prenant comme année de référence 1986, on comptabilise 58 personnes tuées par l'ultra droite et six par l'ultra gauche. Une réalité qui se retrouve à l'échelle européenne et mondiale. 90 à 95% des meurtres à caractère idéologique en Europe et dans le monde sont le fait de l'extrême droite. Ce n'est pas l'ultra gauche qui a tué, en 2011, 69 personnes sur l'île d'Utoya en Norvège mais Anders Behring Breivik, terroriste néo-nazi. De même, le meurtrier de 51 musulmans en Nouvelle-Zélande, Brenton Tarrant, se présentait comme « écofasciste ».

Pour la seule période récente (mars 2022 à aujourd'hui), on compte douze morts par l'extrême droite dans notre pays. Des morts qui ont des noms et des visages. Le 19 mars 2022 à Paris, le rugbyman argentin **Federico Martin**

Aramburu est assassiné par deux militants du GUD, Romain Bouvier et Loïk Le Priol. Alors que nous sommes en pleine campagne présidentielle, pas un mot du Président de la République et du ministre de l'Intérieur.

Aucun hommage, aucune minute de silence. Le 14 mai 2022, Martial Lanoir, militant d'extrême droite proche des sphères conspirationnistes, tue d'une balle dans la tête **Éric Casado-Lopez** à Paris. Le 31 août 2024, **Djamel Bendjaballah**, est assassiné devant sa fille de dix ans par Jérôme Décofour, membre du groupuscule brigade

française patriote. Toujours aucun hommage national, aucune minute de silence. Le 31 mai 2025, **Hichem Miraoui** est assassiné par un sympathisant du Rassemblement National qui avait diffusé des vidéos appelant à « tirer sur la population maghrébine ». Aucun hommage national, aucune minute de silence. Nous pourrions citer **Aboubakar Cissé**, **Ismaël Aali** ou encore **Mahamadou Cissé**, eux aussi assassinés par l'extrême droite. **Enfin, contrairement à ce**

**VICTIMES DE
L'EXTRÊME DROITE**
|
MARS 2022
|
12 MORTS
|
AUJOURD'HUI

qui a été affirmé par certains, jamais Clément Méric n'a eu droit à l'Assemblée nationale à un hommage officiel avec une minute de

silence lors de l'ouverture des questions au gouvernement⁶. Jamais. Une différence de traitement qui interroge.

6 CHEMISES BRUNES DANS LA VILLE



Ce blanc-seing ne pouvait avoir que des conséquences délétères. Le samedi 21 février, les rues lyonnaises résonnent du bruit des bottes. Près de trois mille militantes et militants d'ultra droite y convergent pour rendre hommage à l'un des leurs, Quentin. L'ONED a publié les portraits des principaux leaders présents⁷ ainsi que l'inventaire des organisations étrangères⁸. Consignes sont données pour éviter les débordements. **Néanmoins, différents médias couvrant l'évènement notent la présence de saluts nazis et injures racistes. Cela ne suffit apparemment pas pour que tous qualifient la manifestation de dangereuse. Sur France info, le lendemain, la journaliste Brigitte Boucher, interrogeant la députée écologiste Léa Balage, se fend d'une analyse de haut vol « On a quand même l'impression quand il y a l'ultra droite, c'est calme, quand il y a l'ultra gauche, un mort ».**

Ce jour-là, le service public audiovisuel bascule.

Lors de cette marche, des groupuscules très divers et souvent rivaux ont communiqué dans un même élan. Elle aura sans doute eu comme effet de fédérer et renforcer l'ultra droite⁹.

L'affaire Deranque a mis en lumière plusieurs failles perçues dans l'action publique même si celles-ci lui préexistent. Les forces de l'ordre sont apparues parfois débordées et/ou négligentes face aux confrontations entre groupes politiques radicaux. La mort de Quentin Deranque est survenue dans une bagarre de rue entre militants d'extrême droite et membres d'une organisation antifasciste dissoute.

Compte tenu de la prévisibilité des événements, on peut légitimement se demander pourquoi la police ne s'est pas donné les moyens d'éviter le drame. Les pouvoirs publics semblent peiner à punir les violences politiques d'extrême droite. **D'après le site Rue89 Lyon entre 2010 et 2025, 70 % des attaques, agressions et actes haineux de l'extrême droite radicale sont restés sans réponse pénale ou policière.**

Il semblerait que la seule issue proposée soit la dissolution des groupes jugés dangereux. Mais cela soulève quelques questions. Face au danger que faisaient peser les ligues d'extrême droite, la France s'est dotée, au

6 S'il y a bien eu un temps de recueillement, il n'a pas été annoncé officiellement en amont mais décidé lors de la reprise de séance par Claude Bartolone.

7 Lyon : le pire de l'extrême droite en tête de la « marche pour Quentin »

8 À la marche pour Quentin, l'extrême droite européenne était aussi représentée, note de l'ONED

9 M. Jacquet-Vaillant et N. Lebourg : « L'extrême droite radicale, jusqu'ici structurée autour de chapelles distinctes, converge dans un national-syncretisme », Le Monde, 24/02/2026

tout début de l'année 1936, d'une législation permettant la dissolution d'organisations considérées comme dangereuses, la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées. Elle sert en 2002 à dissoudre le groupe Unité Radicale après l'attentat manqué contre Jacques Chirac par Maxime Brunerie. Elle est depuis utilisée de façon de plus en plus régulière : huit dissolutions entre 2002 et 2013, 52 dissolutions entre 2015 et 2025.

Mais les dissolutions administratives décidées par l'État contre certains groupes jugés

dangereux ont eu aussi des effets paradoxaux : des organisations clairement extrémistes, comme certaines sections du Bastion Social ou des groupes néonazis structurés, ont pu être dissoutes en ordre dispersé par l'État depuis 2021, mais leurs membres se recomposent souvent en réseaux plus petits et plus difficiles à suivre. **Hélas, la dissolution n'élimine pas l'influence idéologique ou les réseaux, mais elle pousse ces groupes à se disperser, à se reconnecter ailleurs ou à adopter des modes d'action plus souterrains.**

7 POUR UNE VIGILANCE ANTIFASCISTE

Il nous faut rappeler qu'il est dans la tradition de la gauche de porter haut la vigilance antifasciste. Le meurtre de Quentin Deranque ne doit pas devenir prétexte à salir cet héritage. Toutes les récupérations politiciennes et électoralistes devraient faire rougir de honte leur protagonistes qui ne font ainsi que dérouler plus avant un tapis rouge à l'extrême droite. L'ONED observe cette bascule avec beaucoup d'inquiétude et alerte

sur les mensonges et faux-semblants d'une idéologie qui porte en elle le projet d'annihilation de tout projet d'émancipation.

Aurélien Boudon, Laurence De Cock, Sophie Djigo, Emmanuelle Hermouet, Thomas Portes, François Vermorel.



OBSERVATOIRE
NATIONAL DE
L'EXTRÊME DROITE

oned-fr.org

